

Micro-histoire dans la ville sainte

par Myriam Ababsa

L'esplanade située devant le Mur des Lamentations à Jérusalem a fait l'objet d'intenses conflits opposant juifs et musulmans. Avec une attention rare aux traces les plus ténues, l'historien Vincent Lemire révèle la succession des violences et des destructions ayant eu lieu au pied du Mur.

À propos de : Vincent Lemire, *Au pied du Mur. Vie et mort du quartier maghrébin de Jérusalem (1187-1967)*, Paris, Le Seuil, 2022. 416 p., 25 €.

Omphalos du monde occidental, orientant les cartes et les prières depuis deux mille ans, la ville de Jérusalem a fait l'objet d'assez peu de travaux en histoire urbaine. Parti de ce constat, l'historien Vincent Lemire, directeur du Centre de recherche français de Jérusalem, s'est attelé à une tâche considérable depuis 2014 : rendre accessibles des documents d'archives sur l'histoire ottomane et contemporaine de la ville¹. Ce livre est le fruit de ce travail collectif, portant ici sur la micro-histoire du quartier maghrébin de la ville qui est d'autant plus passionnante qu'elle est construite comme une enquête. Dans la filiation de son maître Patrick Boucheron, V. Lemire met en scène avec talent sa méthode d'historien : partir d'un événement marquant et des « auras » d'acteurs historiques, pour retrouver des « traces » dans les mémoires et les archives². Il nous guide pas à pas dans les étapes de sa recherche, et dans la matérialité

¹ Le projet Open Jerusalem, soutenu mobilise une dizaine de chercheurs, travaillant en douze langues, en partenariat avec 80 institutions de conservation à travers le monde, pour mettre en accès libre 39 000 documents originaux documentant la citoyenneté et la gestion municipale de la ville sainte de 1840 à 1940.

² Patrick Boucheron, 2019, *La trace et l'aura. Vies posthumes d'Ambroise de Milan (IV-XVIIe siècles)*, Paris, Seuil. Il est inspiré par Walter Benjamin, *Le livre des passages* (Presses de la Sorbonne 2007).

des ruelles et des vestiges. Il débute par le tremblement de terre du 17 février 2004, dont l'épicentre était à Jéricho et qui a été ressenti jusqu'à Amman. Le séisme a provoqué l'effondrement de la rampe d'accès au Mur des Lamentations, mettant au jour les voûtes comblées de gravats du quartier maghrébin qui fut rasé en une nuit, le 10 juin 1967. « À Jérusalem, un glissement de terre s'accompagne presque toujours d'un glissement de temps » (p. 12). Une période de tension s'ouvre alors autour des fouilles archéologiques sous l'esplanade du Mur et de la mosquée Al-Aqsa, dans le contexte de la colonisation israélienne de Jérusalem Est. L'historien s'interroge sur ce quartier peu étudié, en dépit de sa localisation stratégique au pied du Mur des Lamentations. Quelle fut son histoire ? Qui étaient ses habitants ? Quels étaient son statut juridique et son insertion dans le tissu urbain ? Et qui a pris la décision de sa destruction ?

En mobilisant des sources arabes, ottomanes, françaises et israéliennes inédites, l'historien présente l'histoire de l'édification en 1187 du quartier maghrébin de Jérusalem par Saladin, de son expansion paisible jusqu'au tournant du XVI^e siècle, puis de son appauvrissement après la confiscation de ses terres par Israël en 1948 jusqu'à sa destruction programmée, après la Guerre des Six jours. Il remet en contexte les pratiques sociales des résidents au sein d'espaces étroits et proches, soulignant la cohabitation pacifique des diverses communautés au sein du quartier maghrébin jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Avec l'arrivée des migrants juifs d'Europe, la question de l'accessibilité du mur et du réaménagement viaire du quartier se pose, car les espaces laissés au recueillement des fidèles juifs ne sont que de trois mètres de large. Il s'agit donc de faire place pour le culte dans un contexte de montée du mouvement sioniste. Il montre ainsi l'instrumentalisation politique des fêtes religieuses tant juives que musulmanes pour défendre ces espaces disputés. L'originalité du travail de Vincent Lemire est d'éclairer la politique française à Jérusalem afin de financer les activités charitables du *waqf*³ des Maghrébins, au nom de sa tutelle coloniale sur le Maghreb. Il démontre enfin, archives municipales à l'appui, que la destruction du quartier maghrébin la nuit du 10 juin 1967 par quinze entrepreneurs israéliens a été en réalité un acte préparé de façon méthodique par le gouvernement israélien avec l'aval du maire de la partie israélienne. Physiquement détruit, le quartier maghrébin fait aussi

³ Le *waqf* est une fondation pieuse religieuse ou charitable financée par un particulier ou une famille au service de la communauté à perpétuité. Afin de garantir le financement de l'entretien du bien, des terres agricoles, des immeubles ou des boutiques sont associés à la fondation, selon une charte qui définit les modes de gestion des biens, qui ne peuvent être vendus. Ils peuvent être musulmans ou chrétiens. Ils sont dénommés *habous* au Maghreb. Cf. Randi Deguilhem (dir.), 1995, *Le Waqf dans l'espace islamique. Outil de pouvoir socio-politique*, Damas, Ifead.

l'objet d'une disparition documentaire, et l'historien doit partir en quête d'archives disséminées dans des fonds des Nations Unies.

L'ouvrage comprend 69 photographies et archives originales qui donnent au lecteur un appui et un temps de réflexion. Il restitue les entretiens réalisés avec des témoins et des acteurs clés de l'histoire du quartier. Il nous guide ainsi sur l'esplanade du Mur des Lamentations, et à travers le temps, au cœur du quartier visible sur les innombrables photographies de Jérusalem. Comme le soulignait l'historien et collectionneur jordanien Hisham Al Khatib, à l'invention de la photographie en 1839, Jérusalem est devenue la ville la plus photographiée au monde (*Palestine and Egypt under the Ottomans. Paintings, Books, Photographs, Maps and Manuscripts*, London, Tauris Parke Books).

Au pied du Buraq et du Kotel ha-Maaravi

Quand le quartier maghrébin est édifié en 1187, lors de la reconquête de la ville sur les Croisés, par Salah al-Din (Saladin) à l'ouest de l'enceinte, les terrains sont vides, Jérusalem est dépeuplée après que sa population musulmane et juive a été décimée par les Croisés en 1099. Or cette partie de l'enceinte jébuséenne et hérodiennne de la ville est le vestige du deuxième Temple détruit par Titus en 70. Elle est dénommée al-Buraq depuis le VIIe siècle par les musulmans, en souvenir du voyage nocturne du prophète Mohammed pour « prier avec les prophètes de l'Ancienne Alliance ». Ce n'est qu'au XVIe qu'elle se transforme en sanctuaire du « Mur des Lamentations »⁴. Auparavant, et pendant près de 1500 ans, les rituels juifs de la déploration de la perte du Temple se tenaient sur le mont Sion, au sud de la ville, avec le mur à hauteur de regard. Aussi le nom du quartier maghrébin est-il ambigu : selon Louis Massignon, le toponyme hébreu *Kotel ha-Maaravi* peut tant se traduire par « Mur occidental » que par « Mur des Maghrébins »

⁴ Cohen, Rina, 2005, « Les Juifs 'Moghrabi' à Jérusalem (1830-1903). Les enjeux de la protection française », *Archives juives*, n°38, pp. 28-46.

En 1187, Saladin est accompagné de son fils aîné al-Afdal Ali ainsi que du mystique soufi originaire d'Andalousie, Sidi Abou Mediene, parti en pèlerinage à La Mecque avec sa suite, et qui vient de perdre une main lors de la bataille décisive de Hattin contre les Croisés. En hommage à l'engagement militaire des Maghrébins dans la reconquête de Jérusalem, Saladin fonde un oratoire destiné aux pèlerins maghrébins sur le Haram al-Sharif, une école coranique (*madrassa*) dédiée à l'enseignement du droit malikite, dominant au Maghreb, ainsi qu'un hospice pour les pèlerins maghrébins démunis, à l'ouest du mur occidental. Le *waqf* est institué en 1193 par son fils aîné al-Afdal Ali et des milliers de pèlerins venus d'Algérie, du Maroc et de Tunisie ont pu être nourris, habillés, financés pour le retour, et parfois aussi enterrés par la fondation. Le grand mystique andalou Ibn Arabi souligne en 1206 le prestige dont jouissent les Maghrébins à Jérusalem. Les souverains maghrébins offrent des Corans calligraphiés à la Mosquée al-Aqsa, et le sultan marocain mérinide Abou al-Hassan Ali Abdelhak fait rénover le mausolée de Sidi Abou Mediene à Tlemcen. Grâce aux revenus tirés de l'exploitation des terres agricoles en terrasses du village d'Ain Karem, le quartier maghrébin prospère tout au long du Moyen-Âge et de la période ottomane. Sa communauté est si bien intégrée que le chef de la corporation des crieurs publics de Jérusalem, qui surveille les marchés, est un Maghrébin. Au XIXe siècle, les Maghrébins sont « des portiers et des coursiers appréciés pour leur intelligence » selon Chateaubriand.

Après l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492, la localisation du quartier commence à poser problème. En effet, les Juifs *maaravi* – originaires du Maghreb – arrivés à Jérusalem au XVIe siècle suggèrent de déplacer les rituels du culte du mont Sion vers le Mur des Lamentations. Or la chaussée au pied du mur ainsi que le quartier sont constitués en biens religieux, *waqf* en principe inaliénables pour l'éternité. L'arrivée de migrants juifs persécutés en Europe centrale au cours du 19e siècle augmente le nombre de pèlerins devant le Mur au moment des fêtes religieuses, et accentue le besoin de réaménager le quartier.

Créer une esplanade pour les Juifs

Au début du XXe siècle, des projets de destruction partielle du quartier des Maghrébins sont soutenus par le conseil sioniste international. Il s'agit de faire place pour le culte. Les Archives centrales sionistes, créées en 1919 à Berlin puis déplacées à Jérusalem en 1933, révèlent plusieurs initiatives privées de rachat de maisons, puis du

quartier maghrébin entier dans le but d'y créer une esplanade devant le Mur des lamentations, dont une d'Edmond de Rothschild. Le Syrien Albert Antébi, le directeur de l'école de l'Alliance israélite universelle à Jérusalem, tente en 1912 de susciter l'intérêt du directeur de l'Anglo-Palestine Company, et il approche le conseiller municipal David Yellin afin d'acheter des maisons du quartier à détruire. Entre l'automne 1915 et l'été 1916, en pleine guerre, le directeur du bureau palestinien de l'Organisation sioniste tente à son tour de négocier avec le gouverneur ottoman de la Province de Syrie, Djamal Pacha, l'achat du quartier maghrébin avec paiement d'indemnités aux habitants, pour créer une esplanade de 12 mètres de large sur 40 de long, espace de prière et de jardin. Mais il comprend vite que Djamal Pacha n'a pas la légitimité suffisante pour aliéner un *waqf*, mais surtout, qu'il est trop affaibli en ces temps de guerre mondiale. Pourtant, au cours du XIXe siècle, certains éléments des *waqfs* de Jérusalem ont été privatisés, comme l'a montré l'historien palestinien Musa Sroor au sujet de Jérusalem (2010)⁵.

À la chute de l'Empire ottoman en 1918, les mandats britannique et français se partagent le Moyen-Orient. Les Anglais considèrent favorablement le projet sioniste. En outre, ils sont hostiles à la présence maghrébine en ville qui pourrait servir de relais aux intérêts français en Palestine. Dès la prise de Jérusalem le 11 décembre 1917 par l'armée britannique du général Allenby, un plan d'urbanisme est commandé en 1918 à William McLean qui a travaillé à l'aménagement urbain du Caire et de Khartoum. Il propose de décongestionner la vieille-ville, tout en préservant son aspect médiéval recherché par les pèlerins, en aménageant une série de parcs et de promenades autour de la muraille. Le célèbre urbaniste Patrick Geddes affine ce schéma d'aménagement en proposant en novembre 1919 la création de jardins offrant des points de vue sur la ville. Cette volonté de donner à « voir Jérusalem » implique un réaménagement ponctuel du quartier maghrébin, avec la suppression d'une rangée de maisons attenantes au mur, la création d'une esplanade plantée de cyprès, l'ensemble entouré par un mur et des portes. Il s'agit de sanctuariser un espace de prière pour la communauté juive. Cet urbanisme de parvis n'est pas appliqué, mais son plan marque les imaginaires.

En avril 1920, le maire de Jérusalem Moussa Qazem Al-Husseini est brutalement destitué après les émeutes anti anglaises au sanctuaire de Nabi Moussa.

⁵ Ainsi, des terrains *waqfs* d'Ain Karem ont-ils été vendus vers 1850 à des congrégations religieuses chrétiennes près du lieu de la Visitation d'Élisabeth à Marie. Sroor Musa, 2010, *Fondations pieuses en mouvement. De la transformation du statut de propriété des biens waqfs à Jérusalem (1858-1917)*, IFPO-IREMAM, Damas-Aix-en-Provence, 461 p.

Le *waqf* Abou Mediene a ainsi perdu ses deux structures protectrices qu'étaient l'Empire ottoman et son sultan-calife, ainsi que la Municipalité de Jérusalem. L'abolition du Califat en mars 1923 par la République turque crée un vide pour la gestion des *waqfs* (*awqaf*). À cela s'ajoute la réforme du cadastre entamée par les Britanniques en 1927, les bornages constituant une menace pour les terres du *waqf*. David Yellin qui préside le Conseil national juif (Vaad Leumi) écrit en mars 1927 qu'il sera difficile d'acquérir les « maisons branlantes devant le Mur occidental » car elles appartiennent au *waqf* des Maghrébins, géré par le Conseil suprême islamique de Palestine et son grand mufti Haj Amin Al-Husseini. Ces maisons n'ont rien de taudis, bien au contraire, elles sont mieux entretenues que celles des autres quartiers précisément grâce aux revenus des terres d'Ain Karem.

Le 31 août 1927, une maison arabe attenante au mur explose. Le journal *Al Jamia al-Arabiya*, organe de presse de la famille Husseini, voit dans l'attentat une manipulation sioniste. Les archives d'officiers de la Haganah montrent que ces derniers ont en effet commandité l'attentat. Les tensions montent dès août 1927 pour culminer en août 1929 lors des « émeutes du Mur » qui font 255 morts (133 Juifs et 116 Arabes), puis s'étendent à toute la Palestine mandataire. Le tout jeune Yasser Arafat habite alors le quartier de 1933 à 1936. Dans ses mémoires, l'historien et ancien conseiller municipal de Jérusalem Meron Benvenisti cite un rabbin qui se plaint qu'à cette période, « les Juifs devaient céder le passage dans les rues à des goy et que s'ils ne le faisaient pas spontanément, on les y obligeait »⁶.

La protection française des lieux saints musulmans

Au nom de sa tutelle coloniale sur le Maghreb, la France a financé les activités charitables du *waqf* des Maghrébins à Jérusalem. Vincent Lemire retrace les efforts de lobbying conduits par l'islamologue Louis Massignon, professeur au Collège de France, auprès du gouvernement français pour le convaincre du « mandat sacré de la France » à protéger les lieux saints musulmans sur les territoires du Maghreb, mais aussi à Jérusalem, réunis en un « empire islamique » français. Il veut le persuader d'accorder une subvention au *waqf* Abou Mediene et d'encourager les pèlerinages maghrébins en Palestine. Selon lui, la France doit s'affirmer aux yeux du monde comme une « puissance impériale musulmane » (p. 144). Après le massacre de Deir

⁶ Benvenisti, Meron, 1996, *Jérusalem, une histoire politique*, Paris, Seuil, p. 23.

Yassin, le 9 avril 1948, et la perte des terres du village d'Ain Karem vidé de sa population en juillet 1948, Louis Massignon milite pour la défense du caractère international des lieux saints de Jérusalem, dont le quartier maghrébin est un élément pivot. Il s'agit aussi de contrer l'influence de la Jordanie qui décide d'interdire l'accès au mur en 1949. Il parvient à obtenir le paiement par la France d'une subvention annuelle au *waqf*, qui facilite le voyage d'environ 400 pèlerins maghrébins par an.

Mais avec le début de la guerre d'Indépendance algérienne en 1954, la situation se complique car la France a d'autres priorités militaires. Surtout, les résidents du quartier commencent à contester l'ingérence coloniale. En 1957, le nouveau commandant de la branche oranaise de l'Armée de libération nationale (ALN), Mohammed Boukharouba choisit comme nom de guerre « Houari Boumediene » en hommage au saint de Tlemcen pour affirmer son attachement aux zones frontalières disputées avec le Maroc (p. 181). L'année suivante, la communauté algérienne du *Waqf* Abu Mediene refuse de recevoir l'aide financière de la France. À l'indépendance de l'Algérie en 1962, la France suggère aux États du Maghreb de reprendre le dossier de subventions du *waqf* du quartier des Maghrébins de Jérusalem. Mais les nouvelles autorités algériennes indépendantes, au même titre que la Tunisie et le Maroc, sont engagées dans des préoccupations anticoloniales plus générales, qui les poussent à négliger ce dossier.

Une destruction programmée

Le moment crucial de l'enquête se noue lors de l'entretien de l'auteur avec l'historien Meron Benvenisti, qui partage ses archives personnelles et les archives municipales des travaux publics de la municipalité israélienne de Jérusalem. Ces documents démontrent la préparation méthodique de la destruction du quartier après la Guerre des Six jours. Ce fonds est d'autant plus important que la destruction du quartier en une nuit, présentée comme une prise de guerre par les autorités israéliennes, n'a laissé que peu de traces documentaires. L'auteur complète ces sources par le recours aux archives municipales jordaniennes de Jérusalem, auprès du fils de l'ingénieur en chef Yussuf Budeiri. Le maire Teddy Kollek prévoit dès le 31 mai 1967 d'affréter un autobus pour évacuer « 100 personnes » : il s'agit d'une partie des habitants du quartier. Le 8 juin 1967, David Ben Gourion en visite au Mur s'offusque de la présence de toilettes publiques et demande le nettoyage de la zone. Le 9 juin 1967, Teddy Kollek prévoit avec le général Uzi Narkiss de nettoyer « l'esplanade du Kotel »

qui n'existe pas encore. Ils confient les opérations de destruction à une entreprise privée, afin que les autorités municipales ou militaires ne soient pas engagées. Mais les archives municipales notent déjà la veille que le Service des Eaux viendra nettoyer le 11 juin l'esplanade créée.

Le quartier compte alors 700 habitants qui sont évacués en quelques heures, avec ordre de ne rien emporter. Les 135 maisons du quartier sont détruites, les gravas comblent les citernes situées sous le quartier. Mais les destructions incluent aussi la mosquée Afdaliya, ce qui n'était pas initialement prévu. De très modestes indemnités ont été versées par le gouvernement israélien afin de clore les revendications des anciens résidents, répartis entre plusieurs quartiers de la ville. Les habitants expropriés obtiennent aussi l'assistance humanitaire du roi du Maroc dès 1977. Israël tolère ainsi qu'un drapeau marocain soit hissé sur l'un des bâtiments situés en limite du quartier détruit, alors que depuis janvier 2023, le drapeau palestinien est interdit sur le territoire israélien.

Ce livre nous apprend autant sur l'histoire d'un quartier de Jérusalem que sur le travail de l'historien. On suit la construction matérielle du quartier, dans la pierre comme dans les fonds d'archives, ainsi que ses modes d'appropriation par les différents pouvoirs religieux, municipaux et coloniaux. Vincent Lemire contextualise les pratiques sociales des différents acteurs, en les replaçant dans leurs contextes idéologiques, suivant la mise en garde de Maurice Halbwachs, dans *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte* (1941) selon laquelle : « la mémoire collective est essentiellement une reconstruction du passé » qui adapte sans cesse « l'image des faits anciens aux croyances et aux besoins spirituels du présent » (p. 18). Le livre invite par ailleurs à de nouveaux travaux sur cet ancien quartier de Jérusalem, exploitant davantage les sources arabes, tant palestiniennes et jordaniennes, que marocaines, algériennes et tunisiennes. Ainsi le Comité Palestine du Mouvement de construction nationale algérien a créé en 2015 une revue en ligne de quatre numéros intitulée *Le quartier des Maghrébins* afin de raviver la mémoire du rôle des Maghrébins dans la protection des lieux saints de Jérusalem.

Publié dans laviedesidees.fr, le 13 avril 2023.